

Le Parti socialiste cherche des recettes chez ses voisins européens

Primaires en Italie, « Etat social prévoyant » en Allemagne... Des délégations du PS se sont rendues dans cinq capitales pour examiner les pratiques de la « gauche réformatrice »

Observer et évaluer les pratiques des autres – surtout ceux qui réussissent – pour les confronter à sa propre expérience. En langage d'entreprise, cela s'appelle le « benchmarking » ; dans le vocabulaire plus fleuri du Parti socialiste, cette démarche a donné naissance aux « missions européennes de la rénovation ». Au cours de l'automne et jusqu'à la fin de l'année 2007, cinq délégations comprenant des dirigeants du parti ont pris le chemin de Berlin, Stockholm, Madrid, Londres et Rome. Objectif : « Etudier les nouvelles voies qu'élabore la gauche réformatrice de l'Union européenne. »

Malgré ses difficultés, le modèle social-démocrate d'Europe du Nord demeure pour les socialistes français une référence en matière économique et sociale. « En Suède, et dans une certaine mesure au Royaume-Uni, le sentiment d'insécurité de l'emploi a pratiquement disparu grâce aux moyens consacrés à la prise en charge individuelle des chômeurs », souligne le député européen Henri Weber, qui a conduit la plupart des délégations. Plus largement, les « éclaireurs » du PS insistent sur les tentatives menées pour réorienter l'Etat-providence.

En Allemagne, les sociaux-démocrates, décidés à prendre leurs distances avec les années Schröder, ont forgé le concept de l'« Etat social prévoyant ». Il s'agit de privilégier les dépenses sociales « préventives » (éducation, forma-

tion, sécurisation des parcours professionnels...) afin de mieux cibler l'action publique et de réduire les besoins, notamment en matière d'indemnisation du chômage ou de prestations classiques « réparatrices ».

Ces orientations ne disqualifient pas forcément les politiques plus classiquement de gauche. Ainsi, les travaillistes britanniques mènent « une politique keynésienne qui ne dit pas son nom », notent les enquêteurs du PS, rappelant que quelque 600 000 emplois ont été créés dans les services publics.

Toutefois, les marges de manœuvre dont disposent les socialistes au pouvoir dépendent de la santé économique du pays, étroitement liée à la qualité de sa spécialisation industrielle. « Nous devons prendre conscience que la France accuse un retard en matière de recherche-développement – qui représente 4,3 % du produit intérieur brut suédois – et manque du réseau de PME exportatrices, comme en Allemagne et en Italie », insiste M. Weber.

A travers l'Europe, le PS, absent des affaires depuis presque six ans, était aussi en quête d'enseignements plus directement politiques. A Rome, il a largement été question des leçons à tirer du succès des « primaires à l'italienne », qui consistent à faire désigner un leader pour les élections législatives en organisant une consultation parmi les sympathisants de gauche. Ce mode de sélection, regardé avec un intérêt croissant par les socialistes français, présenterait plusieurs avantages.

Dans l'éventualité où le PCF, les Verts et le PRG accepteraient d'y participer, un candidat « de toute la gauche » pourrait être présenté dès le premier tour de l'élection présidentielle. Ce qui permet-

trait de nourrir le projet de créer un Parti socialiste capable de rassembler au moins un tiers de l'électorat, comme c'est le cas en Europe du Nord, mais aussi en Espagne.

Enfin, en présentant plusieurs dirigeants socialistes à cette « primaire », le PS pourrait espérer atténuer la tension permanente qu'engendre en son sein chaque scrutin présidentiel. « Nous avons aussi entendu des critiques sur ce système, reconnaît M. Weber. Certains, notamment à l'extrême gauche, le qualifient de pratique plébiscitaire, de capitulation devant la démocratie d'opinion ou de démission de fait des partis politiques. »

La commission de rénovation du PS a prévu de lancer en son sein un débat sur la question des « primaires ».

Une autre expérience a retenu l'attention de la délégation envoyée à Madrid. En Espagne, le programme du PSOE est conçu et validé par une « conférence nationale ouverte sur la société ». Celle-ci comprend 80 % d'adhérents du

parti mais aussi des intellectuels (dont plusieurs Prix Nobel), des « citoyens engagés », des représentants d'ONG et des syndicalistes.

Enfin, une autre caractéristique du Parti socialiste espagnol a frappé les visiteurs français. « En 2000, la désignation de José Luis Zapatero [comme leader du parti] a été acquise avec un écart de huit voix (...), mais cette faible différence n'a pas empêché le rassemblement des responsables du PSOE, qui l'ont tous accompagné dans sa stratégie de rénovation. Dans les moments-clés de la vie du parti, la discipline s'impose à tous », relève le compte rendu rédigé par la délégation de retour de Madrid. ■

En Espagne, « dans les moments-clés de la vie du parti, la discipline s'impose à tous », relève le compte rendu